

quel était le niveau admissible de chômage, d'après le gouvernement? Quel chiffre pourrait être utilisé comme indice, pour permettre au gouvernement lui-même de savoir qu'il est à la limite et qu'il doit agir au lieu de jouer avec la vie de nombreux Canadiens. Et nous ne voulons pas de réponses insolentes comme celles que nous recevons du premier ministre qui, interrogé à ce sujet, répond: «Quand avez-vous cessé de battre votre femme?» Nous voulons savoir jusqu'à quel degré de récession le gouvernement mènera-t-il le pays en adoptant des méthodes insolites pour remédier à la situation.

Le chômage a atteint au Canada des proportions effrayantes et, à mon avis, cette situation est due à une conception des plus mal éclairées et confuses. Nous savons que le gouvernement peut s'accommoder de 6 p. 100 de chômage, mais ceux qui pensent qu'on peut vivre avec 30 dollars par semaine devraient descendre dans la rue et discuter avec les hommes et les femmes qui subissent le contrecoup d'exercices de style passés de mode depuis des années. Que le gouvernement aille parler aux gens parce que, de toute évidence, il ne comprend rien. Mais le *Globe and Mail* de Toronto s'occupe actuellement de montrer ce qu'il en est. Une série d'articles parus dans ce journal s'intitulaient: «La montée du chômage serait le malencontreux résultat de la lutte contre l'inflation. Voici comment s'en trouvent touchés trois des 526,000 chômeurs canadiens.» Je veux parler, naturellement, du dernier article, publié cette semaine.

Nous avons appris dans le premier de cette série d'articles que le rôle du père et de la mère sera bientôt renversé dans le ménage de Gordon et Patricia Rehel, à moins que M. Rehel, employé d'usine en chômage, ne trouve un emploi. Voici ce qu'on raconte:

Depuis décembre, ce ménage et ses trois enfants vivent de prestations d'assurance-chômage de \$48 par semaine, dans leur maison d'un étage et demi de l'avenue Natal, à Scarborough.

On dit que M^{me} Rehel va aller travailler à l'extérieur pendant que son mari s'occupera des enfants à la maison. Je poursuis cette histoire:

Gordon attribue à la façon dont le gouvernement fédéral lutte contre l'inflation le fait qu'il ne peut trouver d'emploi. On dit aux gens de ne rien acheter, donc moins de biens sont produits et les emplois disparaissent.

Peu importe ce qu'est Pierre Trudeau, il n'est certes pas l'ami du travailleur, dit-il.

Nous ne parvenons pas à comprendre comment ils pensent pouvoir arranger les choses en créant du chômage, dit Patricia (sa femme).

Dans la deuxième histoire, nous apprenons que Fred Leveyly tient déjà la maison pen-

dant que sa femme va travailler comme serveuse à \$1.35 de l'heure. M. Leveyly dit:

Cela m'est égal de faire la cuisine. Mais parfois il n'y a pas grand-chose à faire cuire... des spaghettis, des hamburgers, des choses de ce genre. Nous ne pouvons nous permettre de manger du poulet ou des rôtis et nous mangeons des nouilles deux ou trois fois par semaine.

Ce sont des extraits du *Globe and Mail*. Si nous jetons un coup d'œil sur le *Star* de Toronto nous voyons:

Ce qui est acceptable au premier ministre Trudeau ne l'est pas pour nous. Nous ne tolérerons pas un taux de chômage de 6 p. 100.

Cela est intolérable, même pour la cause sacrée du combat contre l'inflation. Le Canada doit trouver un meilleur moyen de rétablir l'économie que de laisser le chômage prendre l'allure d'un monstre.

En fait de personnes, un chiffre de 6 p. 100 représente 480,000 hommes et femmes sans emploi. Même en supposant que chacun n'a qu'une personne à charge, cela signifie que près d'un million de Canadiens ont été plongés dans la misère.

La prestation hebdomadaire maximale qu'un père de famille peut recevoir de la Commission d'assurance-chômage est de \$53 pendant 52 semaines. Au total, cela fait \$2,756 par année avant qu'un homme soit forcé de demander de l'assistance sociale.

Cette somme est bien en deçà du seuil de la pauvreté pour une famille canadienne.

• (2.10 p.m.)

Le monstre du chômage est parmi nous. Une foule de gens vivent aujourd'hui en deçà du seuil de la pauvreté au Canada. Le gouvernement s'en soucie-t-il vraiment?

Au cours des derniers mois, l'industrie privée a procédé à des congédiements massifs. J'en ai signalé quelques-uns tout à l'heure. Nous avons eu des délégations de chômeurs de la Dunlop Tire Company et, comme vous le savez, des manifestations ont eu lieu à l'extérieur de cet édifice à cause des tentatives manifestes du gouvernement pour écraser les syndicats qui, au cours des ans, ont défendu les droits des travailleurs. Je veux parler des employés de Lapalme et de la CSN. Si les députés ont des doutes là-dessus, qu'ils examinent la situation des postes à Montréal. Au cours d'une année où le gouvernement peut mettre sur pied Information Canada pour améliorer les services d'information, il jette le service essentiel de communications à Montréal dans le chaos le plus complet. N'importe qui à Montréal peut vous dire ce qui ne va pas dans le service postal. Pourtant, le gouvernement doit payer davantage pour se sortir du pétrin qu'il aurait dû payer autrement à cause de sa façon mesquine de traiter les chauffeurs des postes et leur syndicat.

Je voudrais parler maintenant de la politique de la main-d'œuvre. A quel point cette politique est-elle efficace? Je pourrais de nouveau citer des statistiques, mais je voudrais